

## Audience avec M. Bruno PARENT, Directeur Général de feu la DGFIP

Vous venez de visiter 2 services dits « industriels » (Service de Traitement des Chèques et Centre d'encaissement), mais lors de la plus faible des échéances... et après qu'ils aient dû travailler le samedi pour rattraper plus d'un mois de retard, malgré les nombreux renforts habituels.

Nous espérons que vous avez conscience de leurs difficultés quotidiennes et qu'ils vous ont interpellé pour des problèmes aussi basiques - et pourtant essentiels - que la chaleur et le bruit produits par les machines.

Le Val-de-Marne c'est un effectif théorique de plus de 1 800 agents, mais avec :

- plus aucun médecin de prévention, ni d'infirmière ;
- plus de 120 postes vacants, tous grades confondus ;
- un ras-le-bol d'être toujours dans les 3 premiers départements en matière de suppressions d'emplois, alors que le tissu fiscal est aussi dense que varié !
- de plus en plus de dépressions et de maladies... et même malheureusement des suicides !
- qui ne sont que le reflet d'un mal être croissant dans les services ;
- le secret autour des restructurations à venir ne fait qu'amplifier tout cela ;
- la formation professionnelle - qui était le fer de lance de notre administration - est délaissée, faute de temps et de moyens ;
- que dire de l'absence totale de dialogue social (aussi bien au niveau local que national) ;
- de la violation permanente de la réglementation en matière de conditions de travail (m<sup>2</sup> par agents, etc.) : devons nous obtenir des condamnations afin que cela change ?!?
- du problème de formation des « encadrants », certains traitant parfois les agents comme des moins que rien, ce qui est intolérable !!!

Mais n'est-ce pas là que la simple répétition de l'exemple donné par certains membres de la direction (locale ou nationale) ?

- les sacro-saintes « économies budgétaires » sans cesse invoquées se désintègrent rapidement face à la réalité du nombre croissant des A++. A l'image du Val-de-Marne qui - pour la 2<sup>e</sup> année consécutive - voit un poste d'AFiPA se créer... et 47 emplois supprimés sur l'autel... des « économies budgétaires » ?!?
- Cherchez l'erreur !!!

D'ailleurs, dans le Val-de-Marne nous attendons toujours que la Direction locale nous dise comment la masse salariale a pu augmenter de 2 millions d'euros (rien que ça !), alors qu'il y a eu de bien trop nombreuses suppressions d'emplois !

- ces « économies » faites sur le dos des agents, en les obligeant désormais à payer leur place de parking pour venir travailler ! ;
- de plus en plus d'insalubrité dans nos locaux (manque d'entretien des immeubles, nettoyage insuffisant, etc.) ;

- aucun budget pour faire face aux obligations légales (sécurité incendie, accessibilité des locaux...) ou à la protection des agents (argent gaspillé pour poser des filets de sécurité, plutôt que de réparer directement les murs ; nombreux accidents dans la cour de Créteil, etc.) ;
  - même les fauteuils - sur lesquels nous passons pourtant plus de 7 heures par jour - ne sont pas changés depuis plus de 20 ans (malgré la décision du CHSCT d'en acheter plusieurs centaines) : quid du mal de dos, ce « mal du siècle » ! Il n'y aurait pas d'argent pour acheter une camionnette pour les livrer, mais il y en a pour l'acquisition d'une voiture hybride pour le Directeur départemental ;
  - multiplication des agressions (y compris avec détérioration du matériel, etc.) ;
  - les outils informatiques sont de moins en moins adaptés ;
  - il y a de plus en plus de problèmes réseaux ou de plages fixes d'utilisation des logiciels (ce qui oblige parfois à ne clôturer la journée comptable le lendemain matin, par exemple) ;
  - la création de la DISI a été une complexification sans précédent et un véritable désastre pratique. (Et encore plus depuis qu'ils subissent des suppressions d'emplois) ;
  - que dire de l'obligation d'aller « voler » des écrans dans les boxes d'accueil lorsqu'un écran tombe en panne dans les services, des imprimantes qui manquent cruellement, etc. ;
  - il n'y a plus aucune formation de relais bureautiques locaux, ce qui augmente la charge de travail de nos collègues de la DISI ;
- l'excès de zèle de notre administration en matière de suppressions d'emplois est mortifère (nous représentons moins de 6 % des effectifs de la fonction publique d'Etat, mais supportons 54 % des suppressions d'emplois !)
- les nouvelles règles de mutation sont inadmissibles :
    - Nous réclamons l'affectation la plus fine possible, à savoir à la résidence. (Car certaines RAN ne sont pas demandées uniquement parce qu'une des résidences pose problème, ce qui nuit aux autres résidences de la même RAN) ;
    - S'il y a une telle mobilité, c'est parce que les collègues n'obtiennent pas une affectation correcte dès le départ. Ce n'est pas en les bloquant plusieurs années que l'on va améliorer leurs conditions de travail (ou leur état psychologique).
- La publication de l'instruction sur les mutations est toujours beaucoup trop tardive (juste avant ou pendant la première semaine des vacances de fin d'année).  
Elle pose aussi problème aux collègues qui passent les oraux des concours début janvier.
- Les CAPN de mutation ont lieu beaucoup trop tard (début juillet), ce qui pose problème pour trouver un logement, une école, un mode de garde pour les enfants... et donc rajoute un stress et des complications inutiles !
  - Les oraux des concours internes ont lieu en janvier, alors que les CAPL de listes d'aptitude ont lieu en décembre (avant la publication des admissibilités). Cela conduit les directions à perdre bêtement des potentialités (et les collègues à subir inutilement le stress des concours, leur promotion étant désormais soumise aux contraintes budgétaires au jour de la CAPN) ;
  - Et que dire du taux de promotion par liste d'aptitude ou tableau d'avancement... ;
  - Inverser les dates de publication des concours permettrait d'éviter que des collègues ne partent en formation (C ou B), avant de devoir stopper celle-ci pour débiter celle du nouveau grade ;
  - Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive ;
- Par solidarité avec les collègues du 91, nous vous rappelons qu'ils attendent toujours que vous les receviez en audience, alors que les agents se sont massivement déplacés sous vos fenêtres pour vous interpeller !